

EMBARGO JUSQU'AU 25 FÉVRIER 2026, 18H00 CET

Le rôle mondial de l'Europe à un tournant

Un nouveau rapport du SDSN avertit que la stagnation des progrès, la diminution de l'engagement politique et les pressions géopolitiques menacent le leadership mondial de l'Europe en matière d'ODD

Paris, France (26 février 2026) — Le *Rapport européen sur le développement durable 2026* (ESDR 2026), un nouveau rapport publié aujourd'hui par le Réseau de solutions pour le développement durable des Nations Unies (SDSN), montre que les progrès sur les Objectifs de développement durable (ODD) ont stagné en Europe, avec une stagnation, voire un recul sur certains objectifs environnementaux et socio-économiques, et une baisse de la priorisation politique des ODD au sein de la direction de l'UE.

Désormais à sa septième édition, le ESDR fournit l'évaluation la plus complète des performances de l'Europe sur les 17 ODD, couvrant 41 pays, dont tous les États membres de l'UE, les pays candidats, les pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE) et le Royaume-Uni. Notamment, le rapport révèle que si certains pays européens continuent d'être les leaders mondiaux en matière de développement durable, il existe d'importantes variations dans les performances ODD entre les pays européens. Actuellement, aucun pays européen n'a pleinement atteint ou n'est en bonne voie d'atteindre les 17 ODD. L'Europe est confrontée à des défis majeurs sur des indicateurs environnementaux clés, notamment les externalités internationales (ou « spillovers »), mais aussi dans la mise en œuvre du principe « Ne laisser personne de côté » des ODD, avec un recul des progrès dans plusieurs pays européens sur les indicateurs socio-économiques, notamment la privation matérielle. Le rapport met également en évidence un déclin de la priorisation des ODD dans les politiques de l'UE.

Le ESDR de cette année est accompagné d'une préface soulignant l'importance du leadership de l'UE dans la réaffirmation de l'engagement envers les ODD, rédigée par l'Ambassadeur David Donoghue, ancien Représentant permanent de l'Irlande auprès de l'ONU et co-facilitateur avant 2015 des négociations des ODD et de l'Agenda 2030. Des experts supplémentaires ont fourni des contributions décrivant des trajectoires concrètes vers la durabilité, notamment un examen des Plans nationaux énergie-climat européens jusqu'en 2050, des estimations de niveaux équitables d'émissions de gaz à effet de serre (GES) provenant de l'agriculture pour l'UE, et une analyse de 29 stratégies de bioéconomie aux niveaux national, régional et européen.

*« À une époque où les États-Unis remettent ouvertement en question les ODD et le multilatéralisme onusien, l'Europe doit affirmer une politique étrangère indépendante, ancrée dans la paix, les partenariats et le développement durable dans un monde multipolaire, » a déclaré **Guillaume Lafortune, Vice-Président du SDSN et auteur principal.** « Alors que l'UE est en train de définir son budget à long terme 2028-2034, c'est un moment charnière pour l'Europe de démontrer son leadership, tant sur le plan national qu'international. En exploitant la force de son marché intérieur et en mobilisant des investissements dans les technologies vertes et numériques, l'UE peut réaffirmer son engagement envers les ODD et forger de nouvelles alliances. Les ODD demeurent notre cadre le plus puissant pour garantir un avenir juste, pacifique et durable. »*

Le Rapport européen sur le développement durable 2026 est accessible [ici](#). Les liens vers les sites web et les visualisations de données seront disponibles une fois l'embargo levé le 25 février 2026 à 18h00 CET.

Visualisation des données : <https://eu-dashboards.sdgindex.org/>

Détails de citation : Lafortune, Guillaume et Grayson Fuller (Ed.) (2026). *Europe Sustainable Development Report 2026 : SDG Pathways to 2030 and Mid-Century*. Paris : SDSN et Dublin : Dublin University Press.

« À moins de cinq ans de l'échéance de 2030, l'Europe ne peut se permettre la complaisance. Le dernier Rapport européen sur le développement durable montre clairement que les progrès vers les ODD sont inégaux et que, dans certains domaines, ils sont même en recul », a déclaré Stoyan Tchoukanov, président de la section NAT du Comité économique et social européen. « Dans un contexte d'instabilité géopolitique croissante et de pressions sociales et environnementales accrues, l'Agenda 2030 doit rester notre boussole. Les ODD offrent un cadre essentiel pour renforcer la cohérence des politiques, rétablir la confiance dans le multilatéralisme et renouveler l'engagement politique tant au niveau de l'Union européenne qu'au niveau national. En tant que voix de la société civile organisée, le CESE continuera de plaider pour une ambition accrue, une responsabilisation renforcée et une mise en œuvre concrète et mesurable. »

Le ESDR 2026 met en lumière cinq conclusions clés :

Les progrès en matière d'ODD ont stagné en Europe, y compris dans les pays les plus performants, avec des défis environnementaux majeurs et un recul des progrès sur des cibles socio-économiques clés.

Le ESDR 2026 documente une stagnation claire des progrès sur les ODD dans l'Union européenne. Malgré des classements globaux élevés pour de nombreux pays européens, les progrès ont stagné en moyenne, et le rythme de convergence des résultats ODD entre les pays européens est lent. Les pays candidats à l'UE obtiennent, en moyenne, plus de 11 points en dessous de la moyenne de l'UE sur l'Indice ODD Europe, soulignant la nécessité d'un cadre et de politiques de convergence plus solides.

L'Indice « Ne laisser personne de côté » (LNOB) du rapport, qui comprend 35 indicateurs et inclut une nouvelle mesure des écarts basés sur le revenu en matière d'exposition à la pollution et aux problèmes environnementaux, montre également une privation matérielle croissante dans plusieurs pays très performants, notamment la Finlande, la Suède et l'Allemagne, depuis 2021. L'Europe du Nord, les pays membres de l'AELE et l'Europe occidentale se situent au-dessus de la moyenne de l'UE sur l'Indice LNOB, tandis que les inégalités persistantes au sein des pays restent prononcées dans les États baltes, l'Europe centrale et orientale, et les pays candidats.

Les pays nordiques continuent d'être à l'avant-garde en matière de performance ODD en Europe, mais font toujours face à des défis majeurs. Certains grands pays européens font face à une confiance publique décroissante envers leurs gouvernements.

La Finlande, la Suède et le Danemark mènent l'Indice ODD 2026 pour l'Europe, et la Norvège arrive en tête de l'Indice LNOB, suivie par l'Islande et la Finlande. Pourtant, le rapport révèle que tous les pays européens font face à des difficultés majeures sur au moins deux ODD, notamment en matière d'action climatique (ODD 13), de biodiversité (ODD 14 et 15), de consommation et production durables (ODD 12) et d'agriculture durable (ODD 2). L'Europe tend à mieux performer sur l'élimination de la pauvreté (ODD 1), la bonne santé et le bien-être (ODD 3) et l'accès à l'eau potable et propre (ODD 6).

Le ESDR démontre également que la confiance publique dans de nombreux gouvernements nationaux s'érode. En 2025, moins de 40 % des citoyens dans des pays tels que la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont exprimé leur confiance en leurs gouvernements, compliquant les efforts de réforme et de mise en œuvre du développement durable. De plus, l'aide publique au développement (APD) a diminué dans la plupart des pays européens en 2025, seuls la Norvège, le Luxembourg, la Suède et le Danemark atteignant l'objectif de 0,7 % du Revenu national brut (RNB).

Dans l'ensemble de l'UE, l'accent politique mis sur les ODD s'affaiblit, notamment au sein de la Commission européenne.

Depuis 2025, les références aux ODD et à l'Agenda 2030 ont largement disparu des programmes de travail de la Commission européenne, et les orientations politiques de la deuxième Commission von der Leyen (2024-2029) n'y font pas référence. Ce changement coïncide avec la réorientation des dépenses publiques de l'UE ; la dilution progressive d'éléments du Pacte vert européen, notamment les cadres de durabilité des entreprises et agroalimentaires ; et des pressions géopolitiques croissantes, notamment la guerre en Ukraine et l'opposition explicite aux ODD et au multilatéralisme onusien de la part des États-Unis.

Pour regagner son leadership en matière de développement durable, l'Union européenne devrait réaffirmer les ODD par une déclaration commune des institutions de l'UE ; présenter un deuxième Examen volontaire à l'échelle européenne aux Nations Unies d'ici 2027 ; renforcer l'action pour mettre en œuvre le principe « *Ne laisser personne de côté* » ; endiguer les externalités négatives internationales ; développer la finance durable ; et articuler une vision claire pour un cadre de développement mondial post-2030.

Les pays à revenus élevés en Europe continuent de générer une empreinte mondiale significative.

L'*Indice de retombées internationales* du rapport révèle que pour l'UE-27, environ 40 % des émissions de GES sont générées à l'étranger via le commerce ou ce que l'on appelle les « émissions importées ». Cela souligne que la décarbonisation des systèmes énergétiques nationaux doit s'accompagner d'efforts pour améliorer la gouvernance des chaînes d'approvisionnement nationales et mondiales, en travaillant étroitement avec des coalitions de grandes, moyennes et petites économies pour promouvoir un système commercial international durable. De plus, l'intégration formelle de la valeur du capital naturel — tels que les forêts, l'eau et la biodiversité — dans les rapports financiers des entreprises et des nations est un levier essentiel pour remédier aux externalités internationales liées aux modes de consommation et de production.

Il existe des trajectoires appuyées par les connaissances scientifiques pour faire progresser les ODD en Europe d'ici 2030 et à mi-siècle.

Les agendas de durabilité des pays européens devraient intégrer des stratégies de financement plus claires, des lignes directrices sur les émissions agricoles basées sur des principes d'équité, des perspectives systémiques, ainsi que des dimensions sociales et de gouvernance.

Les contributions d'experts au ESDR du Prof. Phoebe Koundouri et de ses collègues analysent 35 plans énergétiques européens et soulignent que des politiques fragmentées et sectorielles ainsi que des stratégies de financement peu claires menacent les progrès. De plus, l'équipe Food, Agriculture, Biodiversity, Land, and Energy (FABLE) du SDSN démontre comment, en établissant des lignes directrices plus claires sur les émissions agricoles basées sur des principes d'équité, les gouvernements peuvent accorder une priorité plus élevée à l'agriculture dans les efforts nationaux d'atténuation climatique. Des experts de l'Université de Groningue fournissent une analyse de 29 stratégies de bioéconomie aux niveaux national, régional et européen, révélant que malgré des preuves empiriques croissantes sur les interactions entre la bioéconomie et les progrès ODD, les stratégies politiques européennes n'ont pas encore intégré de telles perspectives systémiques.

Ces analyses soulignent que seule une approche systémique et intersectorielle, soutenue par des outils scientifiques et guidée par des objectifs communs, des calendriers harmonisés et une supervision robuste, peut offrir une voie économiquement efficace, environnementalement durable et socialement équitable vers la neutralité climatique et la réalisation des ODD dans toute l'Europe.

Le rapport a été préparé par un groupe d'experts indépendants au Centre de transformation des ODD – programme phare du SDSN – en collaboration avec le Comité économique et social européen (CESE). Le rapport est co-conçu et co-crée par et avec la société civile en Europe et publié par Dublin University Press, avec le soutien de la Heinrich-Böll-Stiftung Union européenne. La méthodologie est basée sur l'édition mondiale du Rapport sur le développement durable, qui a été évaluée par les pairs par Cambridge University Press et Nature Geoscience et auditée statistiquement en 2019 par le Centre commun de recherche de la Commission européenne (JRC).

Contacts médias :

Alyson Marks, Responsable des communications et des relations extérieures, SDSN, États-Unis : Alyson.Marks@unsdsn.org

Dr. Guillaume Lafortune, Vice-Président du SDSN, Coordinateur principal et auteur du ESDR, France : guillaume.lafortune@unsdsn.org

À propos du SDSN :

Le Réseau de solutions pour le développement durable des Nations Unies (SDSN) opère depuis 2012 sous les auspices du Secrétaire général des Nations Unies. Le SDSN mobilise l'expertise scientifique et technologique mondiale pour promouvoir des solutions pratiques en faveur du développement durable, y compris la mise en œuvre des ODD et de l'Accord de Paris sur le climat. Le SDSN vise à accélérer l'apprentissage commun et à promouvoir des approches intégrées qui répondent aux défis économiques, sociaux et environnementaux interconnectés auxquels le monde est confronté. L'une des initiatives phares du SDSN est le Centre de transformation des ODD, qui produit le Rapport sur le développement durable

(SDR) et fournit des outils et analyses fondés sur la science pour les trajectoires, politiques et financements ODD. Pour plus d'informations, visitez unsdsn.org et sdgtransformationcenter.org.

**Grammarly et Claude IA (Anthropic) ont été utilisés à des fins de relecture et de traduction.*